

Entretien avec...

...Tony O. Elumelu : "Le secteur privé doit être vu comme un besoin utile"

Propos recueillis par A.J.T.
Libreville/Gabon

sitives. C'est donc ce que nous essayons de faire. D'ailleurs, je souhaite plein succès à tous les bénéficiaires.

Vous avez lancé ce programme entrepreneurial, en finançant des milliers d'entrepreneurs privés. Quelle sera la place de votre action dans le cadre des partenariats privé-public de plus en plus à la mode en Afrique?

- L'Africapitalisme est une philosophie que j'ai créée à partir de mes voyages et mes expériences. Il s'agit de l'investissement sur le long terme. Nous avons commencé avec 200 personnes. Aujourd'hui, il y a plus de 20 000 personnes sur le continent africain. Tout le soutien que nous apportons aux individus permet de résoudre les problèmes de pauvreté, de répartition de richesses. C'est donc un appel lancé au secteur privé pour le développement du continent africain. Cela est une chose.

Par ailleurs, nous nous sommes également dits que nous ne pouvions plus continuer à attendre l'intervention de nos gouvernements seuls, ou des bailleurs de fonds. Il fallait donc faire appel au secteur privé. L'amener à investir dans des projets à long terme et permettre une croissance de notre continent. Vous vous rendez compte qu'il existe encore, en 2015, des territoires entiers où l'électricité est une denrée rare! Avec des capitaux nécessaires, les secteurs



Tony O. Elumelu : "le secteur privé n'est pas un concurrent du public, mais un besoin utile".

Au titre des conditions d'éligibilité et de remboursement des subventions que vous accordez, on note un taux de remboursement de 18%. Dans ce cas, pouvez-vous encore parler d'aide aux plus faibles?

- Les tenants du capitalisme africain se focalisent sur la croissance. Et pour prétendre à la croissance, il faut créer la valeur ajoutée. Parce que c'est à partir de cela que se créent les inégalités. Nous sommes des capitalistes. Et nous agissons sur le long terme. Nous nous disons qu'à la longue, les performances vont s'améliorer. C'est aussi une façon de permettre à notre banque de subsister le plus longtemps possible. Nous essayons de construire une infrastructure assez solide.

Vous vous appuyez beaucoup sur la maxime chinoise, "mieux vaut apprendre à quelqu'un à pêcher, plutôt que de lui donner du poisson". Que pouvez-vous dire, aujourd'hui, aux jeunes qui vous écoutent, pour qu'à leur tour, ils apprennent à pêcher?

- Trois choses: travailler dur, avec acharnement, faites des sacrifices. Tissez des partenariats et rassurez-vous que vous avez les mêmes visions et les mêmes idées. Enfin, saisissez les opportunités qui vous sont offertes, à réaliser vos rêves. C'est important.

Invité dans le cadre du Forum citoyen du journal français Libération, le président de la société d'investissement panafricaine Heirs Holdings Ltd, président-fondateur de la banque panafricaine UBA, et concepteur de l'Africapitalisme, est revenu, dans cette interview accordée à notre rédaction, sur les opportunités de partenariat public-privé dans le développement de l'économie africaine.

L'union. Vous êtes présenté comme un philanthrope, créateur de l'Africapitalisme. Que sous-entend ce concept?

Tony O. Elumelu: L'Africapitalisme est une philosophie économique que j'ai moi-même mise en place. Le plus important ici est de se dire que nous ne pouvons pas continuer à attendre l'intervention de nos gouvernements, mais qu'il faut agir. Il ne s'agit pas d'une question d'opportunités de réseautage entrepreneurial, comme certains le pensent. L'intention est de se rassurer sur notre capacité à créer des emplois pour les personnes que nous accompagnons. Et qu'à leur tour, ils créent d'autres emplois pour d'autres personnes qu'ils emploient. Ainsi, si dix mille personnes par exemple apprennent à créer de l'emploi et mettent en place leur propre système, un grand cercle va se créer, avec une chaîne de conséquences po-

Forum citoyen Libération/ Liberté de la presse

Journaliste africain, un communicateur ?

A.J.T.
Libreville/Gabon

Ce thème a été abordé lors du Forum citoyen, organisé, le week-end dernier, par le journal français Libération, au stade de l'Amitié de la commune d'Akanda. Les différents intervenants ont passé au crible l'exercice de la profession de journaliste sur le continent africain.



Les échanges se sont déroulés en présence du ministre de la Communication, Alain-Claude Bilie-By-Nze (gauche).

DU fait de son environnement politique, économique et social austère, le journaliste africain est devenu un communicateur, au détriment de sa mission qui est d'informer de façon objective sur les faits de société. C'est, entre autres, ce qui ressort du débat sur la liberté du journalisme en Afrique, évoquée au cours du Forum citoyen Libération. Le classement mondial de la liberté de la presse indique que les pays africains sont encore loin de ce qu'on qualifie de "liberté de la presse". Occupant les pires places, loin derrière les pays d'Europe: Érythrée (180e), Somalie (172e), le Gabon (95e) sur 180 pays, selon le classement 2015 de l'organisme Reporters sans frontières (RSF).



Vue partielle des participants.

Les raisons de cette pratique du journalisme sur le continent, selon Martine Ostrovsky, membre du conseil d'administration de RSF, sont de plusieurs ordres. Allant de pressions extérieures, « régimes politiques le plus souvent autoritaires en Afrique », à la situation des journalistes dans leurs rédactions. « À l'intérieur des rédactions, les journalistes peuvent être tenus par la ligne politique des médias, qui sont l'émanation des partis poli-

tiques ou propriétés ». Mieux, « les patrons de presse clochardisent les journalistes. La notion de liberté de la presse n'existe pas en Afrique, c'est plus l'auto-censure qui est la mieux partagée », selon Jean-Bosco Talla, directeur de publication de Gaerminal, qui note que les patrons d'entreprises de presse n'acceptent pas les critiques, etc. Autant de choses qui contraignent le journaliste africain en général, et Gabonais en particulier, à exercer le métier de communicateur, plutôt que le sien. Toutefois, certains pays, comme le Gabon notamment, essaient de remédier à cet état de fait: « le Gabon, hormis la charte internationale, a sa pro-

pre charte du journalisme, qui permet au journaliste de dire de petites choses. Mais quand les grandes choses se passent... », a déclaré Maximilienne Ngo Mbe, directrice exécutive du Redhac.

Par ailleurs, le journaliste en Afrique aura atteint son indépendance lorsqu'il apprendra à « dire qu'il y a des nids-de-poules sur la route, de faire comprendre au conducteur que nous sommes tous des mortels, et que si on tombe dans ces nids-de-poule, on pourrait se faire mal ». Et de renchérir : « (...) vous devez écrire les faits divers. Comme leur nom, ils font diversion et là, vous deviendrez indépendants », a laissé entendre Jean Bosco Tala à l'endroit de

la presse présente lors de la rencontre. Mais il a également assuré les journalistes qu'ils peuvent compter sur les organismes mis en place par la

communauté internationale pour les protéger ainsi que leur métier. Un appel à tous les hommes et femmes de média à prendre

attache avec ces institutions (Rédhac, Reporters Sans Frontières, etc), qui luttent pour la défense de l'indépendance de la presse.

PROCHAINEMENT DANS L'UNION

Retrouvez L'Union Magazine n°8

Notre supplément gratuit

Un Magazine du quotidien L'union